

Diagnostic de Montluçon pour la Région et l'Éducation Nationale

SEPTEMBRE 2022



Objet de la commande

L'évolution de la carte des formations professionnelles initiales est un enjeu stratégique pour la Région et l'Éducation Nationale, et nécessite des diagnostics territoriaux approfondis. Ce diagnostic, réalisé par Via Compétences, fournit un 1^{er} niveau d'analyse des enjeux emploi-formation du territoire, basé sur l'analyse statistique des besoins socio-économiques, des mobilités et de l'évolution démographique. Ces enjeux ont été partagés avec d'autres acteurs

locaux (délégation Pôle emploi, délégation DREETS) lors d'une réunion au cours de laquelle des pistes d'actions ont été envisagées. Cette synthèse présente les principaux éléments du portrait socio-économique du territoire et un résumé des analyses produites dans le cadre du diagnostic, articulées autour de 3 questions. Des annexes complètent ce document et reviennent sur la méthodologie adoptée pour répondre aux questions du diagnostic.

Portrait socio-économique

Le périmètre du diagnostic a été circonscrit à la zone d'emploi (ZE) de Montluçon (académie de Clermont-Ferrand).

Localisée au Nord-Ouest de la région Auvergne-Rhône-Alpes, la ZE de Montluçon s'étend sur deux départements : l'Allier au Nord et le Puy-de-Dôme au Sud. Le territoire est limitrophe à la Nouvelle Aquitaine et au Centre-Val-de-Loire.

S'étendant sur près de 2 500 km², la ZE de Montluçon est très faiblement peuplée (moins de 50 habitants par km², contre 115 en moyenne régionale). La majorité de la population et des emplois du territoire se concentrent dans l'unité urbaine de Montluçon.

Périmètre de la zone d'emploi de Montluçon



Source : Observatoire des territoires, ANCT 2021 - IGN

Un territoire en déclin démographique lié au vieillissement de la population



Démographie

- Le territoire de Montluçon a connu une période de fort développement industriel au cours du 19^e siècle (notamment de la métallurgie). Depuis la fin des années 60, face à la désindustrialisation et aux différentes crises économiques, **le territoire se dépeuple**.
- **118 000** habitants en 2018, soit 1,5% de la population régionale.
- Entre 2013 et 2018, la population a diminué d'en moyenne -0,7% par an tandis qu'elle augmentait au niveau régional (+0,3% par an). Les deux composantes de l'évolution démographique sont négatives : le territoire compte **plus de décès que de naissances** (solde naturel) et **les entrées sur la ZE sont moins nombreuses que les sorties** (solde migratoire).
- Près de **28% de la population a 65 ans et plus**, contre 20% au niveau régional. La part de personnes âgées s'élève entre 2008 et 2018 (+4,2 points).
- Les **jeunes** sont **peu représentés** dans la population (25% de personnes de moins de 25 ans, contre 30% en moyenne régionale).

Une population au niveau de vie relativement faible



Niveau de vie

- Le **revenu médian** des ménages de Montluçon est le **2^e plus faible de la région (après St-Flour)**.
- Le taux de pauvreté est élevé (en 2018 : 16,5% contre 12,8% en région). Les **ménages jeunes** sont particulièrement touchés par la **pauvreté** (27% vivent sous le seuil de pauvreté).

Un faible taux de scolarisation des jeunes et une population moins diplômée



Scolarisation des jeunes et diplômés

En comparaison au niveau régional, une proportion :

- **moins de jeunes âgés de 18 à 24 ans scolarisés** (45% contre 52% au niveau régional) et davantage de jeunes non insérés : 18% des habitants âgés de 15 à 24 ans ne sont ni en emploi, ni en études (14% en région),
- **plus élevée de personnes pas ou peu diplômées** et plus de titulaires de **CAP** (Certificat d'aptitude professionnelle) ou **BEP** (Brevet d'études professionnelles),
- **moins de titulaires de diplômes de l'enseignement supérieur.**

Un poids plus élevé de l'agriculture, de l'industrie et de l'action sociale



Tissu économique

- Le **secteur agricole** est plus présent sur la ZE qu'au niveau régional : en 2018, près de 6% des établissements économiques relèvent de l'agriculture (3% en région).
- Plusieurs activités industrielles sont spécifiques au territoire : la **fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques** (dont le principal employeur est Safran Electronics), la **fabrication de produits en caoutchouc, plastique et autres matériaux minéraux** (avec deux grands employeurs : Goodyear et Rockwool), la **métallurgie** (avec les Ateliers AMIS et Erasteel), puis la **fabrication de denrées alimentaires** (avec notamment la présence de Socopa Viandes).
- Le secteur de **l'action sociale** emploie, en proportion, davantage de salariés qu'au niveau régional, du fait des besoins en soins plus importants de la population âgée (plus représentée dans la ZE qu'en région).

Environ 43 500 emplois sur le territoire, en forte baisse au cours de la dernière décennie

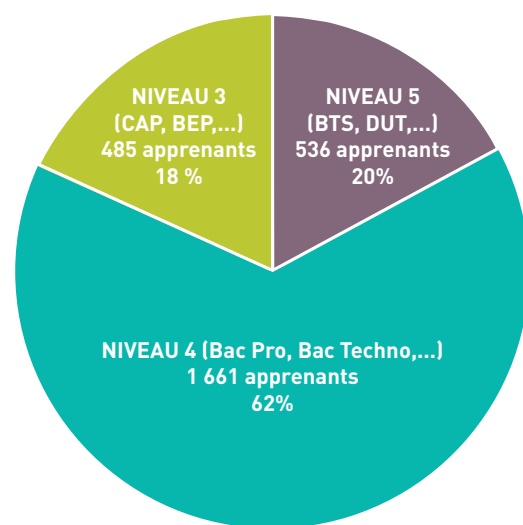
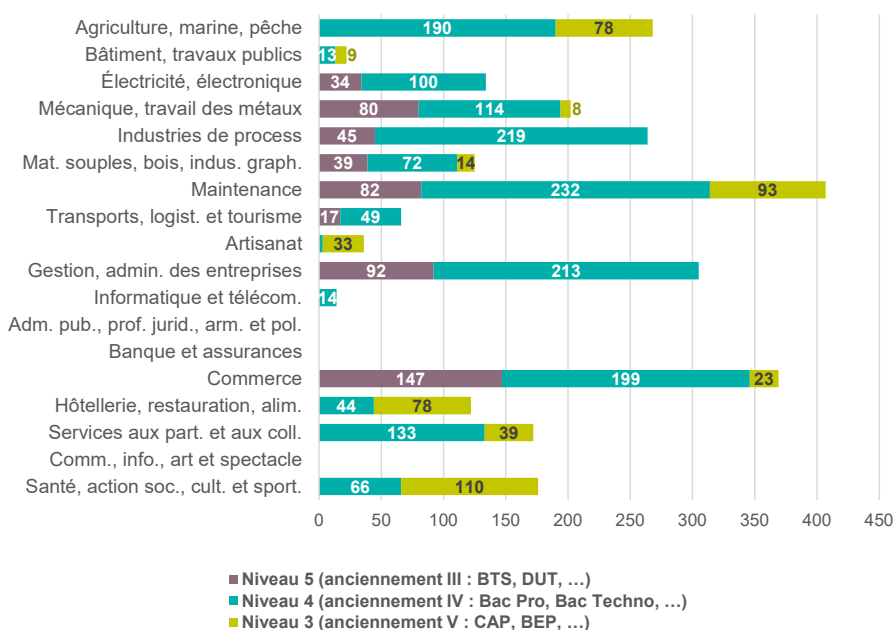


Emplois

- **Une baisse continue du nombre d'emplois**, notamment industriels, entre 2008 et 2018 (-9%) alors que l'emploi augmente en région (+7%).
- En lien avec le tissu économique local, les emplois **d'ouvriers et d'agriculteurs** sont **plus nombreux** (en %) en comparaison au niveau régional. Les employés sont aussi plus représentés, à l'inverse des cadres et professions intermédiaires.
- Le **taux de chômage** est **structurellement élevé**. En 2020, 9,3% de la population est au chômage, contre 7% en région.

Les effectifs en formation technico-professionnelle

Effectifs d'apprenants en formation technico-professionnelle du CAP au BTS, en 2020-2021



Production : GIP Via Compétences - CARIF OREF Auvergne-Rhône-Alpes. Sources : BCP Académies de Clermont-Ferrand, Grenoble et Lyon, DRAAF, DREES. Champ : Effectifs d'apprenants [EN, DRAAF] sous statut scolaire ou en apprentissage et effectifs d'apprenants en formations du sanitaire et social, de niveau CAP à BTS (exclusion des formations universitaires et des formations générales).

A la rentrée scolaire 2020, **2 680 apprenants de niveau CAP à BTS-DUT sont inscrits dans une formation technico-professionnelle** au sein d'un établissement situé dans la ZE de Montluçon (en formation initiale, en apprentissage ou en formation sanitaire et sociale). Ils représentent 1,3% des effectifs régionaux. En comparaison au niveau régional, **les formations dans l'industrie sont fortement représentées** sur le territoire et regroupent plus de 40% des apprenants (contre 23% au niveau régional). Les formations menant aux métiers tertiaires sont, à l'inverse, moins présentes ; celles menant aux professions de santé ou de services aux particuliers et aux collectivités ne font pas exception. Le territoire compte également très peu de formation dans le BTP.

En cinq ans, le nombre d'apprenants s'est accru de +9%, soit une hausse similaire à celle observée au niveau régional. L'apprentissage s'est fortement développé sur la zone, bien qu'il reste nettement moins répandu qu'en moyenne régionale. A la rentrée 2020, 13% des apprenants suivent leur formation en apprentissage contre 21% en région.

Éléments de diagnostic

?

Question 1

Comment l'offre de formation répond-elle aux besoins économiques des territoires ? Comment contribue-t-elle à des parcours de formations qui visent l'insertion professionnelle ?

i Les caractéristiques de l'économie bourbonnaise se reflètent dans les métiers exercés sur la ZE de Montluçon dont les plus spécifiques sont :

- les métiers de l'armée, la police, des pompiers (en raison notamment de la présence de l'école de gendarmerie de Montluçon),
 - les agriculteurs,
 - les bouchers, charcutiers, boulangers,
 - les ouvriers des industries de process,
 - les employés de maison, aides à domicile et aides ménagères (en lien avec le vieillissement de la population).
- Les emplois occupés correspondent plus souvent aux catégories d'employés, ouvriers et indépendants qu'en région.

• Les métiers à enjeux du territoire sont à la fois industriels et tournés vers les besoins de la population

Les métiers relevés comme à forts enjeux sont issus d'une analyse qui combine tension structurelle sur l'emploi au niveau départemental et infra-départemental, difficultés de recrutement et forte représentation sur le territoire.

Pour ces métiers, l'offre de formation existante sur la zone d'emploi de Montluçon est décrite. Elle permet d'appréhender les enjeux de formation autour de ces métiers. Les annexes offrent des informations plus détaillées sur chaque métier et domaine de formation analysés.

MÉTIERS À ENJEUX

Formations sur le territoire à la rentrée scolaire 2020

(champ : apprenants de niveau CAP à BTS en formation initiale sous statut scolaire ou en apprentissage, dans des filières technico-professionnelles)



Métiers de la métallurgie

Le métier d'ouvriers de la métallurgie est **plus représenté**, en proportion, dans la ZE de Montluçon qu'au niveau régional.

Il est **structurellement en tension** dans l'Allier. Les conditions contraignantes de travail et, pour les ouvriers qualifiés, le fort lien emploi-formation pourraient être à l'origine de cette tension. Elles s'accompagnent d'une forte intensité des embauches pour les ouvriers travaillant par formage de métal (chaudronniers, tôliers, traceurs, serruriers, métalliers, forgerons, soudeurs, tuyauteurs).

Il en va de même au niveau infra-départemental, à l'échelle de la ZE de Montluçon, où un **manque de main d'œuvre** s'observe. En 2021, sur le bassin d'emploi de Montluçon, **3/4 des projets de recrutement** sont envisagés comme **difficiles** par les employeurs sur ce métier.

9 formations, de niveau CAP à BTS, menant aux métiers du travail des métaux sont dispensées sur le territoire au sein de **2 établissements** : elles regroupent plus de **200 apprenants**. Parmi eux, un quart est en apprentissage.

Aucune tension ne se note dans l'accès aux 2 formations qui ont pu être analysées¹ (2^{nde} Pro Technicien d'usinage et 2^{nde} Pro Technique de chaudronnerie industrielle).

Pour les formations de niveau Bac et infra, le taux de poursuite d'études est élevé (supérieur à 70%). Le **nombre de sortants de formation**², qui ne poursuivent pas en études après leur diplôme et donc susceptibles de s'insérer professionnellement sur des emplois d'ouvriers de la métallurgie, est relativement faible.

- L'analyse ne permet pas de conclure à des enjeux dans l'accès aux formations menant aux métiers de la métallurgie. Cependant, l'attractivité de ce domaine professionnel et des formations qui y mènent pourrait constituer un enjeu du territoire.

- Aucune ouverture de formation n'est envisagée dans ce domaine.

¹ La tension en termes de formation est appréhendée au travers du taux de satisfaction des vœux 1 des élèves s'orientant après la classe de 3^e c'est-à-dire du taux d'apprenants obtenant son vœu 1. En 2020, cet indicateur n'est disponible que pour les formations dispensées en voie scolaire par les établissements publics relevant de l'éducation nationale ou de l'agriculture (hors établissements privés et hors formations en apprentissage). De ce fait, l'analyse de la tension sur les formations est limitée.

² Il s'agit d'un nombre de sortants du système scolaire estimé, soit des apprenants en 3^e année de Bac Pro ou en 2^e année de CAP qui ne poursuivent pas leurs études à la fin de la formation (lorsque le taux de poursuite d'études après un diplôme n'est pas connu au niveau de la ZE, le taux régional de poursuite d'études est appliqué).



Métiers de la maintenance

En termes d'emploi, les métiers de la maintenance sont **plus représentés** dans la ZE qu'au niveau régional.

Dans l'Allier, les métiers de **techniciens et agents de maîtrise (AM) de la maintenance** sont en **tension** depuis 2018. Deux facteurs peuvent expliquer cette tension : l'intensité des embauches et le manque de main d'œuvre disponible. La tension se décline également à l'échelle infra-départementale : pour ces métiers, plus de **90% des projets de recrutement** sont envisagés comme difficiles en 2021 sur le bassin d'emploi de Montluçon. On note également un **fort déséquilibre entre l'offre et la demande d'emploi**.

14 formations, de niveau CAP à BTS, sont dispensées dans le domaine de la maintenance. Elles recouvrent des champs variés : maintenance des équipements industriels, installation et maintenance d'équipements numériques ou énergétiques ou maintenance de véhicules. Près de 400 élèves se forment à ce domaine au sein de **4 établissements**. L'apprentissage est peu développé dans les formations de niveau Bac et infra (inférieur à 10%, contre 46% en BTS).

Sur les 8 formations qui ont pu être analysées, **4 apparaissent en tension** : le CAP et la 2nde Pro Maintenance de véhicules Option A Voitures particulières, et les 2ndes Pro Systèmes numériques et Réparation des carrosseries.

La tension sur l'emploi se situe essentiellement chez les techniciens et AM qui correspondent davantage à des niveaux de formation de type BTS. Or, le **nombre de sortants de BTS³** (2^e année, sans poursuite d'études) est assez faible (inférieur à 30 en 2019-2020).

- Les formations en maintenance sont nombreuses. Au vu de ces éléments, certaines pourraient être considérées comme des enjeux pour le territoire, notamment la maintenance de véhicules et les formations de niveau BTS.

- Aucune ouverture de formation n'est prévue sur le territoire. Néanmoins, afin de mieux répondre aux besoins économiques du territoire, une coloration ou un enrichissement des diplômes en maintenance est envisagé (par le développement de modules ou de formations complémentaires d'initiatives locales, FCIL). Deux lycées proposent déjà des FCIL : une FCIL « Jumeaux numériques – maintenance prédictive » au Lycée Paul Constans, une FCIL « Intervention sur véhicules d'époque » au Lycée Albert Einstein.



Cuisinier.e.s

Ce métier est **structurellement en tension** dans l'Allier.

Une forte intensité des embauches et des conditions de travail contraignantes peuvent être des facteurs explicatifs de cette tension.

Elle se ressent également au niveau infra-départemental : **peu de main d'œuvre disponible** et de **nombreux projets de recrutement**, dont plus de la moitié sont jugés **difficiles** par les employeurs.

3 formations (2 CAP et 1 Bac Pro) sont dispensées sur le territoire : elles comptent **73 apprenants**. Seuls 12% sont en apprentissage.

En termes de tension sur les formations, seul le CAP Production et service en restauration (PSR) a pu être analysé : il est faiblement tendu.

La tension dans l'accès aux CAP et Bac Pro Cuisine n'a pas pu être analysée, faute de données.

Le nombre d'apprenants en année terminale en 2020 est relativement faible (une trentaine). Parmi eux, certains poursuivent leurs études, le volume de ceux s'insérant sur le marché du travail est donc limité.

- Ces éléments ne permettent pas de relever des enjeux dans l'accès aux formations menant aux métiers de la cuisine. En revanche, **l'attractivité du métier et des formations qui y mènent pourrait constituer un enjeu du territoire**.

- Aucune ouverture de formation n'est envisagée dans ce domaine.



Boucher.e.s-Charcutier.e.s-Boulangier.e.s

En termes d'emploi, ce métier est plus représenté dans la ZE qu'au niveau régional (en proportion).

Il est en **tension structurelle** dans l'Allier. Le fort lien emploi-formation, conjugué aux conditions de travail contraignantes et au manque de main d'œuvre disponible peuvent expliquer cette tension au niveau du département. Toutefois, à l'échelle infra-départementale, les **tensions sur la main d'œuvre semblent plutôt faibles** (peu de projets de recrutement, faible part de projets envisagés comme difficiles, nombre de demandeurs d'emploi élevé en comparaison à l'offre.)

Aucune formation en boucherie-charcuterie-boulangerie n'est proposée dans la ZE.

Plusieurs formations sont dispensées dans les ZE voisines (à Moulins, à Clermont-Ferrand et Romagnat) au demeurant éloignées de Montluçon.

- La ZE ne compte aucune formation aux métiers de bouche, alors que ces métiers sont spécifiques au territoire. **Ces formations pourraient être considérées comme un enjeu pour le territoire**.

- Aucune ouverture de formation n'est envisagée dans ce domaine.



Aides à domicile, aides ménager.e.s

Ce métier est **plus représenté** sur la ZE qu'au niveau régional (en proportion).

Il est en **tension structurelle** dans l'Allier (depuis 2014). Il se caractérise par des conditions d'emploi difficiles (non-durabilité de l'emploi, notamment du temp partiel fréquent), des conditions de travail contraignantes et un manque de main d'œuvre. Cette tension se lit également au niveau du territoire de Montluçon : **importantes difficultés de recrutements, peu de demande d'emploi en comparaison à l'offre.**

- Au vu de ces éléments, les formations de niveau Bac menant aux métiers de l'aide à domicile pourraient être considérées comme un enjeu pour le territoire.

3 formations (1 Bac Pro, 1 CAP, 1 Diplôme d'état) sont dispensées sur le territoire : elles regroupent plus de **170 apprenants**. Les 3/4 d'entre eux suivent le Bac Pro Accompagnement, soins, services à la personne. Aucun n'est en apprentissage.

L'accès à ce Bac Pro (en 2^{nde}) est relativement tendu.

- Aucune ouverture de formation n'est envisagée dans ce domaine.



Métiers de la santé

Deux familles professionnelles sont en tension sur le territoire départemental et sur le territoire de Montluçon : les infirmiers-sages-femmes et les aides-soignants.

Au niveau départemental, le manque de main d'œuvre disponible et l'importance du lien emploi-formation peuvent être des sources de tension pour ces deux métiers. Pour les aides-soignants, les conditions de travail contraignantes et la non-durabilité des emplois proposés peuvent accentuer cette tension.

Au niveau infra-départemental, ces métiers font face à **d'importantes difficultés de recrutement** et, pour les infirmiers, à un **manque de main d'œuvre disponible**.

Ces métiers sont **plus représentés** sur la ZE qu'au niveau régional (en proportion).

3 formations menant aux métiers d'aides-soignants (entendus comme «les professionnels chargés des tâches d'assistance dans la sphère sanitaire, sociale et/ou paramédicale») sont dispensées sur le territoire : 2 DE, 1 Bac Techno (ST2S).

Des formations préparant aux métiers d'infirmiers sont également présentes sur la ZE.

Ces formations ne relèvent pas du périmètre d'action de la DRAFPIC pour la carte des formations professionnelles. Cependant, ces métiers présentent de forts enjeux pour le territoire.



Métiers de l'orientation et de l'action sociale

Dans l'Allier, ces métiers sont en **tension** sur les deux dernières années d'étude (2019 et 2020). Le fort lien emploi-formation et le manque de main d'œuvre disponible pourraient être à l'origine de cette tension.

La tension sur l'emploi s'observe sur le territoire de la ZE : de **nombreux projets de recrutements jugés difficiles et peu de main d'œuvre en comparaison à l'offre d'emploi.**

Aucune formation n'est dispensée dans la ZE.

Plusieurs formations à ces métiers sont dispensées dans les ZE voisines (à Moulins, Vichy ou Clermont).

Au vu de ces éléments, ce domaine de formation pourrait être considéré comme un enjeu pour le territoire. Néanmoins, la majorité des formations menant à ces métiers (DE) ne relèvent pas du périmètre d'action de la DRAFPIC pour la carte des formations professionnelles.

Les métiers relevés comme à enjeux font écho aux caractéristiques du territoire, qu'elles soient industrielles ou démographiques.

En effet, la ZE de Montluçon a hérité d'un passé industriel, avec notamment l'industrie métallurgique. Les **métiers de la métallurgie**, exigeant des compétences particulières, continuent de constituer des enjeux pour le territoire. Les **métiers de la maintenance** interviennent, quant à eux, dans des domaines variés : maintenance électrique, maintenance industrielle, maintenance sur systèmes numériques. Ces métiers, aujourd'hui à enjeux sur le territoire, sont exercés au sein d'établissements relevant de différents secteurs.

Outre les métiers industriels, plusieurs professions des services constituent des enjeux pour le territoire : les **métiers de la cuisine, de l'orientation et de l'action sociale, des services à la personne et de la santé**. Ces derniers sont étroitement liés aux besoins de la population et au poids grandissant des personnes âgées dans la ZE de Montluçon. Au vu des projections démographiques de l'INSEE, la demande en soins et d'aide à domicile devrait augmenter dans les prochaines années.

• L'insertion professionnelle à 6 mois : plus élevée après un cursus en apprentissage ou après un BTS

A Montluçon, à la rentrée scolaire 2020, seuls 13% des apprenants en formation technico-professionnelle (CAP à BTS) sont en apprentissage, contre 27% des apprenants au niveau régional. Les formations de niveau Bac+2 (telles que les BTS ou DUT) regroupent 20% des apprenants de formations technico-professionnelles de la ZE, proportion proche de celle observée au niveau régional.

Sur la ZE de Montluçon, faute d'effectifs d'apprenants suffisants, les indicateurs d'insertion professionnelle par type de formation sont rarement disponibles et ne permettent donc pas une analyse fine de l'employabilité des jeunes diplômés sortant de formation. Toutefois, lorsqu'ils sont connus, les **taux d'emploi à 6 mois** observés sur la zone corroborent l'analyse régionale : ils sont **plus élevés après des formations suivies en apprentissage**. De plus, en voie scolaire comme en apprentissage, le taux d'emploi **augmente avec le niveau de diplôme**.

• En conclusion

Dans l'ensemble, **l'offre de formation proposée sur la ZE de Montluçon est diversifiée et couvre les métiers à enjeux**. Cependant, pour certains métiers, des **difficultés d'accès aux formations** sont observées (faible taux de satisfaction des vœux 1). Pour d'autres formations, il s'agit davantage d'un **manque d'attractivité des métiers** et donc des formations menant à ces métiers.

L'apprentissage, vecteur d'insertion professionnelle, est actuellement peu répandu sur le territoire. Le développement de parcours complets de formation (du CAP au BTS) pourrait être un levier pour améliorer l'insertion professionnelle des jeunes diplômés.

• Pistes d'action

Pour favoriser l'attractivité des métiers du territoire et faciliter l'insertion professionnelle des jeunes diplômés, plusieurs pistes d'action sont évoquées par les participants à la réunion de partage :

- Resserrer les liens entre le monde professionnel et le monde académique, pour mieux connaître les besoins en compétences des entreprises.
- Colorer les formations et proposer des modules pour mieux répondre aux besoins économiques du territoire et développer l'attractivité des formations.
- Développer l'offre en apprentissage, qui constitue une modalité de formation attractive pour les jeunes apprenants et un levier pour améliorer l'insertion professionnelle.
- Travailler à la complémentarité des voies de formations sur le territoire (FI, Apprentissage, FC), notamment avec les branches professionnelles (notamment industrielles).
- Proposer des parcours de formation complets (du CAP au BTS) aux apprenants.

• Pour aller plus loin...

- Exploiter les données d'insertion professionnelle des sortants de formation, par domaine de formation suivie, au niveau des ZE.
- Compléter l'analyse de l'offre en formation initiale par celle de la formation continue.
- Approfondir l'analyse lorsque, pour un métier, une forte tension est constatée sur l'emploi tandis qu'il n'y a pas de tension sur les formations.
- Développer une vision prospective des métiers : quels seront les métiers de demain ? comment vont évoluer les métiers existants ?



Question 2

Comment adapter l'offre de formation aux évolutions démographiques du territoire ?

i De l'essor au déclin démographique

Le déclin industriel du territoire, qui s'amorce dès la fin des années 1950, s'accompagne d'une dégradation de l'accessibilité de la zone (déclassement du canal de Berry par lequel étaient acheminées les industries lourdes, suppression de lignes de train). À partir des années 1960, la population diminue : les habitants, en particulier les jeunes diplômés, migrent vers d'autres zones pour poursuivre leurs études ou trouver un emploi.

• Vers une diminution des effectifs scolaires... ?

En 2018, la zone d'emploi de Montluçon compte près de 118 000 habitants. Elle perd chaque année des habitants. **La déprise démographique du territoire** s'est accompagnée d'une transformation de la structure par âge de la population. La part des personnes âgées au sein de la population s'est nettement accrue, tandis que celle de jeunes a diminué. En conséquence de la diminution du nombre de jeunes adultes sur le territoire, la zone de Montluçon fait face à un **recul de sa natalité**. Sur les 20 dernières années, la courbe des naissances a connu plusieurs inflexions : après une hausse en 2000-2001 puis une stabilisation à un niveau haut, le nombre de naissances a de nouveau chuté à partir de 2010. A l'inverse, sur les cinq dernières années (2015-2020), le volume d'apprenants de niveau CAP à BTS a progressé sous l'effet conjugué de l'arrivée de générations « nombreuses » aux âges d'entrée en cursus professionnel et du développement de l'offre en apprentissage.

L'INSEE table sur une poursuite de ces tendances démographiques en projetant une diminution de la population et des effectifs scolaires à l'horizon 2030 voire 2050. De fait, **si les enfants nés au cours de la dernière décennie dans la ZE de Montluçon restent sur le territoire, les effectifs scolaires diminueraient dans les 10 prochaines années. Il pourrait en être de même pour les apprenants en formation technico-professionnelle.**

Toutefois, selon les projections par SCoT, **l'installation sur le territoire de population travaillant dans les aires urbaines de Clermont ou de Vichy pourrait atténuer cette tendance**. Si ce scénario se confirmait, les nouveaux entrants sur le territoire, correspondant à des jeunes actifs, pourraient contrebalancer la baisse de la natalité et contribuer à stabiliser les effectifs scolaires.

• En conclusion

Les enjeux du territoire sont davantage liés au vieillissement de la population et à la déprise démographique, bien que celle-ci puisse être ralentie du fait de l'arrivée de nouveaux habitants.

L'enjeu sur les formations est double :

- maintenir les jeunes apprenants sur le territoire et en attirer de nouveaux,
- former les apprenants aux métiers liés au vieillissement démographique (que ce soit par le biais de la formation initiale ou par la formation continue) : service à la personne, aide à domicile, santé, ...

• Pistes d'action

Pour maintenir les jeunes apprenants sur le territoire, plusieurs pistes d'action sont évoquées par les participants à la réunion de partage :

- Proposer des formations innovantes, notamment dans l'industrie.
- Proposer des parcours de formation complets aux apprenants pour qu'ils n'aient pas à quitter la zone (dans un contexte de faibles mobilités et de précarité sociale).



Question 3

Quelle mobilité de parcours de formation ?
Comment le jeune construit son parcours de formation ?

i Une faible mobilité géographique des actifs en emploi

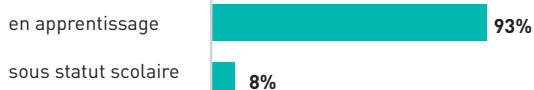
La zone de Montluçon s'organise autour de l'unité urbaine de Montluçon. Une partie de la population du territoire, vivant en zone rurale, a un accès plus limité aux équipements de proximité, intermédiaires et supérieurs.

Les mobilités professionnelles sont réduites sur le territoire : seuls 10% des habitants de Montluçon quittent la ZE pour travailler et moins de 10% des actifs en emploi de la ZE viennent d'une autre zone.

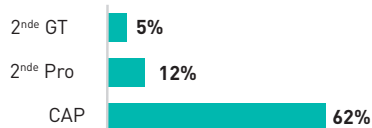
• Les jeunes du territoire se déplacent peu pour poursuivre leurs études en 2nde ou CAP

Taux d'élèves résidant dans la ZE de Montluçon qui se déplacent pour leurs études...

selon le statut de l'apprenant :



selon le niveau de formation :



La mobilité résidence-études est faible sur le territoire d'étude. Cependant, **les jeunes qui quittent le territoire de Montluçon pour leurs études** (flux sortant : 230 élèves) **sont presque deux fois plus nombreux que les jeunes arrivant d'un autre territoire** (flux entrant : 120 élèves).

En 2020, 17% des jeunes de CAP ou de 2nde quittent leur zone de résidence (ZE de Montluçon) pour se former ailleurs (en région). **Les mobilités concernent avant tout les élèves en apprentissage** (en lien avec le faible développement des formations en apprentissage dans la ZE) **et les élèves en CAP.**

Les mobilités scolaires après la classe de 3^e sont aussi réduites : seuls 13% des élèves s'orientant en CAP ou 2nde GT, 2nde Pro quittent la ZE de Montluçon, au sein de laquelle ils ont réalisé leur 3^e, soit 146 apprenants.

Source : BCP, traitement : SIASEPP.

La grande majorité d'entre eux se dirigent vers des établissements présents dans les ZE de proximité (Clermont-Ferrand, Vichy, Moulins).

Les domaines de formation professionnelle privilégiés par les élèves mobiles sont l'hôtellerie-restauration-alimentation, le BTP, les services aux particuliers et collectivités et la maintenance. Les élèves quittant leur ZE de 3^e pour effectuer une formation professionnelle se dirigent avant tout vers des formations absentes du territoire d'étude, ou vers des formations pour lesquelles l'accès post-3^e est difficile (déséquilibre entre nombre de candidats et nombre de places).

• En conclusion

La mobilité scolaire est globalement faible sur le territoire d'étude, hormis chez les élèves se formant en apprentissage. Les élèves mobiles se dirigent majoritairement vers des zones voisines proposant des formations auxquelles ils n'ont pas pu accéder sur le territoire (faute de formation ou de places).

• Pistes d'action

La faible mobilité des jeunes apprenants peut aussi venir d'un manque d'ambition de ces derniers. Pour pallier cela, une piste d'action peut être la mutualisation de plateaux techniques et le décloisonnement des établissements de formation. En effet, le développement de projets communs partagés entre techniciens, ingénieurs et apprenants, au sein d'espaces collaboratifs, pourrait permettre ainsi une montée en compétences des jeunes et leur ouvrir de nouvelles perspectives.

• Pour aller plus loin...

Analyser les mobilités post-Bac des élèves inscrits en classe de Terminale dans un lycée de Montluçon qui se dirigent vers des formations professionnelles.

SOURCES UTILISÉES ET PRÉCISION DE CHAMP :

- Insee – Recensement de la population 2018 ; Projections à partir du modèle Omphale 2017.
- Dares, Pôle emploi – Métiers en tension – 2018 à 2020
- Pôle emploi – Enquête Besoins de Main d'Œuvre (BMO) – 2019 à 2021
- Depp-Dares, InserJeunes 2019-2020 : Taux d'emploi à 6 mois des apprenants sortant de formation. Champ : Région Auvergne-Rhône-Alpes. Sortants en 2019 ou 2020 d'une dernière année de formation, six mois après la fin des études. A noter : seuls les élèves occupant un emploi salarié à la date d'observation sont comptabilisés comme en emploi.
- BCP Académies de Clermont-Ferrand, Grenoble et Lyon, DRAAF - 2020-2021 : Effectifs d'apprenants, de niveau CAP à BTS, en formation initiale ; DREES - 2020-2021 : Effectifs d'apprenants en formation ; Données sur les mobilités scolaires en 2020 (traitement SIASEPP) : pour les mobilités résidence-études des apprenants habitant Montluçon et les mobilités post-3e, seuls les apprenants se formant dans la région sont pris en compte.
- Affelnet 2020 : Données d'affectation des élèves de 3e vers les 2ndes professionnelles, générales et technologiques et la 1ère année de CAP + des élèves de 2nde générale et technologique vers les 1ères technologiques. En 2020, Affelnet ne concerne que les formations dispensées sous statut scolaire par les établissements publics dépendant de l'Éducation Nationale et de la DRAAF.

BIBLIOGRAPHIE

- Agirre-Maskariano M., « Politiques urbaines pour la mise en récit d'une ville moyenne périphérisée en décroissance : L'exemple de Montluçon », Belgeo [En ligne], 3 | 2019, mis en ligne le 11 juillet 2019.
- Bianco E., Thouilleux C., Allier : un déclin démographique lié au vieillissement de la population, Insee Flash Auvergne-Rhône-Alpes n°43, janvier 2019.
- Bianco E., Thouilleux C., Davantage d'emplois d'ici 2030 pour accompagner la dépendance, Insee Flash Auvergne-Rhône-Alpes n°64, octobre 2019.
- Desgouttes S., Depil S., « Schémas de cohérence territoriale : une croissance démographique portée par les espaces périurbains », Insee Analyses Auvergne-Rhône-Alpes n°38, novembre 2017.
- Desgouttes S., Depil S., « Schémas de cohérence territoriale : vers un tassement de la croissance démographique d'ici 2030 », Insee Analyses Auvergne-Rhône-Alpes n°49, novembre 2017.
- Dizin J., Tasdelen B., L'Allier, Synthèse territoriale emploi formation, Via Compétences, avril 2020.
- Grouthier J.P. (dir.), « Centre France : des difficultés et des atouts propres aux territoires essentiellement ruraux », Insee Dossier Auvergne-Rhône-Alpes N° 5 - décembre 2018.
- Touret A., « Destins d'Allier : 1945-2000-Population et Économie-Les grands événements et l'évolution de l'opinion-Portraits » Editions CREER 2005.
- Waszak C., Deux siècles de démographie auvergnate, Insee Flash Auvergne n°2, septembre 2014.



Réalisation Via Compétences : Jocelyne DIZIN et Marianne MULLER, avec l'appui d'Anne SERANDON • **Participants à la réunion de partage du 13 juin 2022 et membres du Comité de pilotage, composé de** : Région Auvergne-Rhône-Alpes : Vanessa BERTRAND, Estelle LECLERC - Éducation nationale : Patrice GAILLARD, Pascal ARROS, Louisa REBIH, Pierre BAPTISTE, Stéphane GRANDSEIGNE - Via Compétences : Boris FRANCOIS • **Conception graphique Via Compétences** : Clara DEMEULEMEESTER
• **Crédits photos** : Adobe Stock • **Date de publication** : Septembre 2022.